

LE REMPLACEMENT DE L'ÉTAT (5^{ème} partie et fin)...

L'avenir

Les matériaux pour une organisation sociale non étatique existent pourtant. Ils sont assez abondants et efficaces pour refouler l'État. Il ne manque que l'observation des faits, l'initiative, le vouloir. Syndicats, coopératives, associations de toutes sortes, peuvent non seulement constituer l'ossature d'une société nouvelle, mais apporter l'essentiel d'une éthique supérieure.

Cela est indispensable, et représenterait une nouvelle étape de l'humanité. Car l'État apparaît dans l'histoire comme le résultat du droit du plus fort, de la violence, de la barbarie. Un État qui ne s'appuierait pas sur le glaive serait une contradiction. L'État c'est la guerre au-dehors et l'oppression à l'intérieur. C'est même aussi la guerre à l'intérieur, entre les dynasties, les familles royales, les groupements d'intérêts, les partis. Et l'humanité n'a que faire de ces rivalités pour s'élever. Mieux: elle progressera dans la mesure où elle puisera dans sa richesse profonde les facultés de sociabilité, les valeurs morales, les normes et les inspirations. Mais il y faut plus que les possibilités matérielles; il y faut l'esprit, l'espoir, la volonté. Jamais les grands progrès ne se sont faits sans vaincre la pusillanimité des sous-hommes paralysés. Si les libertaires espagnols avaient «*sagement*» refréné leur élan, ils n'auraient pas fait la magnifique expérience que nous avons résumée.

Nous ne préconisons pas la lutte armée contre la pire force d'oppression et d'exploitation de l'histoire et qui, au sein de chaque nation, dispose de moyens d'extermination incomparablement supérieurs à ceux dont peut disposer la population. A part l'exception révolutionnaire égyptienne, qui eut lieu deux mille ans avant l'ère chrétienne, les peuples qui se sont attaqués à l'État ont toujours été écrasés (1). Car c'est se placer sur son terrain, favoriser son jeu et donner à la lutte le caractère de violence qui lui convient. Les inconscients qui rêvent d'une révolution universelle sont, de plus, des irresponsables qui ne tiennent compte d'aucune leçon de l'histoire. Ils nous conduiraient à un nouvel esclavage pire que le régime détruit, comme le prouve l'expérience bolchevique.

Il faut plus d'héroïsme pour se battre avec les moyens civils. L'action constructive créatrice que préconisaient les grands libertaires qui eurent nom Godwin, Proudhon et Tolstoï, à laquelle se rallia Bakouline sur le tard de sa vie, et que nous avons vu triompher avec Gandhi en Inde, cette action créatrice, disons-nous, est la seule qui peut aboutir à des résultats positifs. Et nous sommes dans une situation qui, quels que soient ses aspects défavorables, justifie aussi beaucoup d'espoirs, à condition que les combattants de l'histoire sachent et veuillent. La conscience humaine a, malgré les insuffisances que l'on peut enregistrer et malgré la progression de l'étatisme, atteint un degré qui permet ou facilite bien des réalisations nouvelles. Mais encore faut-il mettre les chances à profit, et au lieu de faire la somme des impossibilités, faire celle des possibilités. Si les quelque trois cents millions de coopérateurs qui existent par le monde faisaient vraiment du coopératisme, si tous les syndicats ouvriers, toutes les associations d'entraide plus ou moins orientées vers la disparition des classes sociales s'attelaient à la même tâche, aucun État ne pourrait empêcher l'œuvre de transformation sociale. Mais il y faut, comme nous l'avons dit auparavant, l'esprit, l'ardeur, l'élan, la ferveur sans lesquels la situation la plus favorable ne sera jamais mise à profit.

Nous sommes entrés dans une phase de l'histoire où il faut choisir: ou l'État, ou la société. Le pro-

(1) L'armement très primitif de l'armée des privilégiés permit au peuple égyptien de lutter avec une égalité de chances. Aujourd'hui, nous sommes loin du compte.

grès des techniques de production précipite la diminution de la masse des producteurs, et il y a transfert de cette population vraiment active aux activités parasites, le tout s'amalgamant avec le secteur tertiaire où, à côté d'activités sociales parfaitement utiles, pullulent les fausses activités et les fausses professions (2). Et ce n'est pas délirer que craindre qu'avant un siècle le monde des parasites s'impose sur celui des vrais producteurs.

Nous voulons une société biologiquement organisée, selon les activités utiles et naturelles de tout ce qui est nécessaire à la vie; où les parties composant le tout répondent non seulement à une organisation directe et fonctionnelle, mais aussi à une morale supérieure, où l'exploitation directe et indirecte, la tricherie, le piège des calculs malhonnêtes soient impossibles.

Cela n'est pas rêver si nous savons tirer de l'histoire une philosophie guidant notre action. Pendant des millénaires, au-dessus des trônes, des États, et des corps d'État, des minorités ne sachant que gouverner les hommes, voyez le travail se développer, et stimulant le progrès de notre espèce. Voyez le peuple, les masses, les générations vivant péniblement de la chasse et de la pêche, inventant l'agriculture, l'élevage, les premiers outils, le feu ou la conservation du feu, les premiers aliments fruits de l'industrie artisanale, voyez échanger les produits, tisser les premières étoffes, utiliser la laine et le cuir, inventer les premiers vêtements, fabriquer l'araire et la herse, l'esquif flottant et le collier de cheval, les premiers moulins à vent et à eau qui seront perfectionnés au cours des âges, la boussole et le gouvernail d'étambot, le rouet, apprenant à fondre le métal... Voyez les inventeurs, eux aussi si souvent «*bricoleurs de génie*» et d'origine plébéienne, voyez les collectivités de travail, de navigation, inventant le droit en dehors de la légalité officielle... Tout cela n'a pas été dû à l'État, mais à l'espèce humaine que l'État a, généralement, et comme nous l'avons montré au cours de ce livre, volée, pillée, rançonnée. Tout a été réalisé comme fruit de dur labeur tandis que non seulement l'État n'inventait rien que des systèmes d'impôts, rançonnait, faisait la guerre, saccageait les villes - où souvent le beffroi servait surtout pour annoncer la proximité des «*grandes compagnies*» des troupes du roi, qui massacraient autant que les troupes «*ennemies*». Et quels massacres! Le *Dictionnaire de la diplomatie* publié vers 1930 donnait le détail et le total des tués sur les champs de bataille dans les guerres du XIX^{ème} siècle. Il atteignait cinquante millions d'hommes. Mais cela n'émouvait pas les historiens officiels. L'État a si bien domestiqué les peuples que ceux-ci peuvent considérer ces chiffres sans s'indigner.

Nous avons reconnu que, particulièrement chez les empereurs chinois, l'État a, parfois, fait œuvre utile (en faisant construire des routes, des canaux, des digues contre les grands fleuves, etc...). Mais toujours, en fin de compte, l'échéance négative est arrivée, et des maux infiniment supérieurs ont fait payer très cher, sous forme de guerres dévastatrices, d'impôts ruineux, de despotisme effrayant, les actions utiles.

Nous reconnaissons que c'est grâce à l'État et aux impôts qu'il fait payer qu'en France treize millions d'enfants de tout âge et de jeunes gens reçoivent aujourd'hui l'instruction qui leur est impartie. Mais d'abord, l'État est, par le truchement de l'école, en train d'asservir les esprits et de préparer l'automatisation intégrale de la société, car, ne l'oublions pas, le bilan définitif se joue dans le temps, ce qui peut avoir des répercussions désastreuses sur l'avenir de la civilisation. Ensuite, l'État, les États maintiennent en vigueur la division du monde en nations ennemies (3), ce qui pourrait provoquer une guerre générale auprès de laquelle celles d'hier, y compris la Seconde Guerre mondiale, n'apparaîtraient que comme un jeu d'enfants.

Une enquête internationale faite en septembre 1975 a révélé que les trois quarts de la population européenne désiraient l'organisation politique de l'Europe, avec un Parlement unique élu au suffrage universel. Cela mettrait fin aux guerres intereuropéennes, et montre clairement avec quel esprit les peuples vivent et ce qu'ils désirent. Mais depuis 1945, les États, les organismes d'État, les chefs d'État, les partis étatistes, le personnel professionnel des armées se sont opposées par routine, par fidélité aux traditions, à ces réalisations. En même temps que les États réalisant des choses utiles, ils maintiennent le danger de guerre atomique.

(2) Nous ne voulons pas dire qu'il soit entièrement parasite.

(3) Le cas de la Chine et de la Russie, nations marxistes et professant les mêmes doctrines, s'armant en vue d'une guerre qui serait épouvantable, montre qu'avec l'État le socialisme lui-même mène à des situations apocalyptiques.

Appliquant les clichés stéréotypés, les socialistes, autoritaires, dans leur manie de ne voir partout que des causes économiques, accuseront le capital dont l'État ne serait qu'un instrument. En France, l'État a en main directement ou indirectement, par nationalisations ou par régies interposées, la moitié de l'économie industrielle: houille, centrales électriques, chemins de fer, postes, marine marchande, pétrole, commerce des céréales, aide à l'agriculture, il a «nationalisé», pris en main, absorbé, tout ce qu'il a voulu, surtout sous l'impulsion tenace des gauches politiciennes, et le grand capital n'a eu qu'à s'incliner devant le vote des majorités parlementaires.

Nous ignorons ce que sera l'avenir et si l'État disparaîtra jamais totalement un jour. Mais nous disons qu'il faut lutter pour une société saine, fruit de la participation du plus grand nombre, que moins il y aura d'État, mieux s'en portera l'humanité, et que l'attitude de celle-ci, loin de s'inspirer de ceux qui voyaient en cet organisme un instrument de libération, devra consister non à utiliser l'État pour se libérer - ce qui équivaldrait à utiliser la peste pour recouvrer la santé - mais à lui rogner les serres et les griffes, à s'opposer à toute avance du pouvoir, à voir en tout prétendant aux organismes officiels de direction un exploiteur et un oppresseur, un maniaque et un imposteur qu'il faut immédiatement démasquer.

Il est parfaitement possible d'imaginer une société sans État, si l'on tient compte de ce qui assure les activités nécessaires à la vie de tous, et l'agencement, la concertation de ces activités. Cela implique l'équilibre entre de vastes organisations, ou secteurs d'activités industrielles et agraires, entre zones de production répartissant géographiquement les activités selon ce que détermineraient la nature et les besoins de la société et des peuples les composant. Nous devons opposer au concept organique actuel, si plein de failles, de contradictions et de lacunes, un autre modèle de conception supérieure où la satisfaction des besoins individuels et collectifs inspirerait les activités matérielles et la loi morale généralisée.

Dans cette société, le parasitisme centro-étatique ou politico-administratif qui semble inspirer les architectes et les constructeurs d'aujourd'hui n'aurait pas sa place, car l'humanité doit renaître et vivre selon les besoins qui lui sont propres, vivre enfin grâce à la participation créatrice du plus grand nombre.

Les impératifs de la vie doivent unir les hommes en de vastes ensembles fraternels dans le temps et l'espace, tout en évitant que l'effort collectif fasse surgir de nouveaux cadres où l'être humain serait mécanisé dans de vastes «armées du travail» disciplinés et constitués en de vastes «armées du travail» comme recommande le *Manifeste du parti communiste*. Il faut savoir donner aux organismes un contenu et un sens humanistes, la nécessaire liberté de fonctionnement qui empêcheraient de nouvelles formes d'autoritarisme d'étrangler la libre initiative.

On peut très bien concevoir des organismes de libre entente, la cohésion indispensables entre les races et les continents, grâce aux moyens d'information dont l'humanité dispose de nos jours, car il faut que les techniques nouvelles soient employées dans ces grands buts de libération et d'intégration qui rendraient les familles humaines solidaires - sans quoi, et ne l'oublions jamais, elles ne seraient que des instruments d'asservissement aux mains de nouveaux et habiles dominateurs.

On criera, comme on a généralement crié avant toute réalisation politique et sociale, au rêve et à l'utopie. Mais ce que nous préconisons maintenant n'est pas plus impossible que ne le fut la disparition de la société basée sur le servage. Et si l'on nous demande dans les détails comment fonctionnerait une société non basée sur le salariat, nous répondrons que ceux qui renversèrent l'absolutisme royal ne se préoccupaient pas de la façon dont, dans la société constitutionnaliste, fonctionneraient tous les rouages de l'État qui succéderaient à celui qu'ils attaquaient. Il existe même, comparativement, plus de facteurs pouvant servir à la construction d'une société nouvelle, qu'il n'en existait dans la société ancienne. L'importance du mouvement coopératif mondial en est une preuve. Selon l'*Alliance coopérative internationale*, on compte aujourd'hui dans le monde environ trois cents millions de coopérateurs qui n'ont besoin ni de l'attrait du profit et.....

Ici s'achève le manuscrit.

Gaston LEVAL.